

**LE CENTENAIRE DE
LA CONFRÉRIE ALAWIYYA :
UN RÉFORMISME POSTMODERNE
DE L'ISLAM
EST-IL POSSIBLE ?**

Patrick HAENNI

Institut Religioscope

Études et analyses – N° 23 – Novembre 2009

URL : http://religion.info/pdf/2009_11_alawiyya.pdf

© 2009 Patrick Haenni - Institut Religioscope

La vieille dame n'en revenait pas. À l'issue de la première conférence entamant la semaine de festivités et de réflexions organisée autour du centenaire de la confrérie Alawiyya à la fin du mois de juillet 2009 à Mostaghanem, pas une référence religieuse n'avait rythmé le propos. Le conférencier, s'attelant à démontrer avec force graphiques et théories physiques que le réchauffement de la planète s'inscrivait dans un enchaînement de cycles et non dans une progression linéaire, en a assurément surpris plus d'un dans l'auditoire : « *c'est intéressant*, releva la vieille dame un peu décontenancée, *mais ils auraient dû mettre un peu d'islam là-dedans* ».

En concentré, le quiproquo résume bien la situation de la Confrérie Alawiyya dirigée aujourd'hui depuis sa demeure à Antibes par Shaykh Khaled Bentounes. Réformiste impétueux, désireux de dépoussiérer le soufisme des soupçons d'obscurantisme et de collaboration, il prône l'accouchement au forceps d'une modernité musulmane encore – pense-t-il – en incubation. Il s'est engagé à projeter sa confrérie sans transition du temps du maraboutisme à celui, postmoderne, du religieux comme éthique et comme humanisme.

Reste alors, pour lui, à trouver un moyen de dépasser une certaine orthodoxie doctrinale sans se faire marginaliser pour autant. La célébration du centenaire de la confrérie et les controverses qui l'accompagnèrent sont venues rappeler les embûches sur le chemin d'un réformisme religieux lorsque celui-ci tend à la postmodernité.



Moment de recueillement dans la zawiya mère de la confrérie
(© 2009 Patrick Haenni).

Une authenticité postmoderne et trois messages politico-religieux

Plus que les discours et les ateliers qui lui donnaient son cadre intellectuel, la célébration du centenaire de la confrérie Shazilia-Dirqawia-Alawiyya était avant tout une affaire d'ambiances. Ambiances qui fleurissaient bon le syncrétisme : forte mobilisation intellectuelle autour des thèmes de l'écologie, du développement durable, sans que la dimension religieuse de la réflexion ne soit toujours explicite, public bigarré en miroir de la base sociale de la confrérie où l'on trouvait pêle-mêle intellectuels occidentaux en quête d'équilibres intérieurs et de « thérapies de l'âme », élite intellectuelle algérienne souvent francophone et passée au soufisme par le guénonisme et *mourid-s* (adeptes d'un *shaykh*) du terroir souvent interloqués devant un public pour le moins peu conforme aux normes de pudeur ambiantes, à commencer par les hôtesse de la confrérie, belles et non voilées.

La célébration du centenaire fut aussi l'occasion célébrer une certaine authenticité par la mise en avant d'une culture folklorisée allant des différents stands-villages dédiés aux arts traditionnels de pays où la confrérie est bien implantée, comme au Maroc par exemple, au défilé de mode en habits traditionnels sur fond de décors de vieilles portes de médinas. Le tout sans oublier le défilé de la fantasia au stade du 5 Octobre, le jour de l'inauguration du centenaire. Une exposition dédiée à l'émir Abdel Qadir, premier résistant algérien à l'occupation française vint donner des gages de nationalisme à une confrérie qui cherche à se démarquer des soupçons de collaboration qui planent sur l'ensemble du soufisme algérien.

Le centenaire a ensuite été marqué par quelques coups médiatiques, comme l'initiative de la flamme de l'espoir rappelant, à l'occasion d'un autre centenaire, celui du scoutisme, par un parcours entre « Orient » et « Occident » que ces derniers ne sont pas voués à la confrontation mais peuvent être unis par des valeurs de paix. La « *caravane de l'espoir* », qui sillonna pendant plusieurs mois les routes d'Algérie, assura également la promotion des valeurs défendues par le *shaykh*, à commencer par les valeurs écologiques. Enfin, la publication d'un livre, *Le soufisme, l'héritage partagé*, fut au cœur d'une polémique politique et religieuse qui dura plusieurs semaines.

Entre ambiances et coups médiatiques, Shaykh Khaled Bentounes émettait plusieurs messages, certains d'ordre religieux, d'autres plus politiques. Ils résument assez bien, à eux seuls, la posture globale de la confrérie que l'on peut résumer en trois points : tout d'abord un message de paix « décommunautarisé », au sens où il implique, et met sur un pied d'égalité, musulmans et non musulmans et se fonde sur la notion de « *fraternité adamique* » chère au Shaykh Khaled Bentounes, laquelle dépasse l'horizon communautaire traditionnel de la communauté musulmane (*oumma*).

Deuxième message, moins aérien et plus politique : la fidélité de la confrérie au régime actuel et au président Bouteflika, qui accepta d'ailleurs que la cérémonie soit placée sous son haut patronage. En guise de serment d'allégeance, le public pu apprécier - lors de la cérémonie d'ouverture au stade du 5 Octobre – la verve d'un jeune garçon, qui psalmodia, intarissable, une litanie fleurie et emphatique à la gloire de l'actuel président.

Troisième message : la volonté d'enracinement dans un « héritage ». Les groupes folkloriques et les chants de *nashid* (chants religieux, mystiques ou non) venaient rappeler la dimension « authenticité » de manière d'autant plus nécessaire qu'au-delà des manifestations folkloriques, celle-ci a été parfois bien malmenée au cours de cette semaine de commémorations. Elle a d'abord été malmenée par le haut : par l'ambiance globalisée, les syncrétismes en tous genres, par les sociabilités en rupture avec les conventions religieuses et sociales (les séances de *zikr* [chant du nom de Dieu] mixtes), et finalement par la forte présence de convertis étrangers, ralliés au soufisme par une démarche intellectuelle et/ou émotionnelle qui contourne fortement la norme orthodoxe et, finalement, une diglossie permanente d'où le français sortait grand gagnant, y compris au sein du staff d'accueil, maîtrisant peu l'arabe classique et mal à l'aise avec les hôtes arabes non francophones. Elle a ensuite été malmenée par les fluctuations sur la nature de cet enracinement, qui oscillaient entre un héritage nationaliste (le soufisme est alors présenté comme expression authentique de l'islam algérien traditionnellement tolérant mais pervertit par les influences extérieures, la dernière en date étant le wahabisme) et un héritage plus proprement musulman où l'islam est moins interprété comme un dogme que comme une culture et un patrimoine dont la

préservation suppose un combat contre le salafisme qui refuse — au nom du dogme et du modèle idéal des premiers temps du Prophète et des califes bien guidés — l'idée que l'héritage soit une culture.



La fantasia... pour marquer un souci politique de culture (© 2009 Patrick Haenni).

La réforme radicale de Khaled Bentounes : ou comment la subversion idéologique mène au conservatisme politique

Shaykh Khaled Bentounes est donc un réformiste. Il veut, comme tous les réformistes, développer une « *lecture nouvelle et dynamique du Coran* », proche sur plusieurs points de la démarche des « modernistes » musulmans¹. A ceci près qu'en tant que shaykh, il vient porter le paradigme moderniste dans le champ religieux, l'exposant du coup à un « effet de champ » qui a vu les acteurs religieux réagir en bloc (*shaykhs* soufis, ulémas, ministres des ministères religieux, associations religieuses, imams de mosquées, prédicateurs), ou presque (seuls les islamistes du MSP ne se mobilisèrent pas, mais précisément parce qu'ils se considèrent comme des politiques et non comme des religieux²).

¹ On verra à leur propos : Rachid Benzine, *Les nouveaux penseurs de l'islam*, Paris, Albin Michel, 2004.

² Interrogé sur son silence à propos de la controverse autour des miniatures représentant le prophète publié par un livre de commémoration édité par le shaykh de la confrérie Alawiyya, Abou Jarra Sultani, le leader du MSP, réplique « *ce n'est pas notre rôle en tant que parti islamiste* ». Il voulait dire : en tant que parti tout court. Pour lui, les controverses doctrinales sont des questions qui doivent être traitées avec les associations et non les partis. Le parti s'aligne alors sur cette question sur la position du Haut Conseil Islamique dépendant de l'Etat.

Shaykh Khaled Bentounes veut liquider l'image traditionnelle du soufisme associée aux superstitions et à la collaboration avec la France au temps de l'occupation. Il faut donc réformer. Et au pas de course. À un rythme tel que la réforme de Shaykh Khaled Bentounes va au-delà d'une simple modernisation pour sauter de plein pied dans un postmodernisme et décontenancer même certains de ses adeptes occidentaux convertis par lui à l'islam. Le radicalisme de Khaled Bentounes réside alors dans son désintérêt pour l'orthodoxie.

Autant son projet que les ambiances du centenaire le montrent bien : ce qui domine, c'est le relativisme religieux, la périphérisation de la question de l'appartenance au profit de la foi et de l'éthique, et l'effacement de la focalisation sur la norme à laquelle est préférée une référence au thème des valeurs. Le *shaykh* se désintéresse du port du voile qu'il considère comme une simple « tradition », il prône une forte présence féminine. Il tolère également le mariage d'une musulmane avec des gens du livre (juifs et chrétiens).



Shaykh Khaled Bentounes, chef spirituel de la confrérie Alawiyya (© 2009 Patrick Haenni).

Son message, c'est remplacer la religiosité théâtrale dominante par une « éducation d'éveil et de responsabilité », qui impose de s'intéresser, dans le cadre d'une démarche croyante, à des thèmes ne relevant pas du religieux *stricto sensu*. D'où l'intérêt pour des thèmes comme l'écologie, pilier premier du message d'espérance dont se veut porteur Shaykh Khaled Bentounes, qui sonne comme une interpellation sur « *le déplorable état de pollution (réchauffement climatique, disparition des espèces vivantes) auquel est parvenu le globe terrestre et la situation désastreuse que créent les guerres, la faim, la sous-alimentation et les épidémies mortelles* » (communiqué du SKB du 6 août 2009). C'est le réchauffement de la planète qui retint le premier conférencier du centenaire, c'est à la terre que celui-ci a été consacré. Et tout au long des conférences, des thèmes comme l'assistance à la petite paysannerie, le développement durable, l'insuffisance alimentaire, le reboisement, le traitement des déchets, mais aussi le management éthique, les thérapies de l'âme, etc. Pour Khaled Bentounes, soulever ces thèmes relève de l'esprit soufi, car selon lui, « *être soufi au XXI^e siècle, c'est être véritablement citoyen du monde* » (interview donné à *al-Watan*, 12 août 2009), c'est-à-

dire « ne se référer ni à la nationalité, ni à la race, ni même à la religion » (*al-Watan*, ibid). C'est ce qu'il appelle la « fraternité adamique ».



Appels d'authenticité et remise en cause de la norme : le défilé de mode (© 2009 Patrick Haenni).

Devant l'importation massive de références politiques (l'écologie) et de conceptions éthiques (la fraternité humaine, adamique) non religieuses (au sens qu'elles n'apparaissent pas de manière immédiate comme religieuses mais qu'elles peuvent le devenir par le biais d'un travail d'interprétation), le défi qui se pose alors au *shaykh*, c'est bien la défense de l'islamité de sa construction idéologique : comment répondre aux interrogations de ceux qui, nombreux, pensaient comme la vieille dame que tout cela manquait d'islam ? Comment annexer l'islam à des thèmes qui se sont constitués hors de la matrice de ce qui est traditionnellement conçu comme lui revenant *de jure* ? Comment justifier la présence d'une réflexion sur le réchauffement climatique à l'occasion de la célébration d'un centenaire d'un ordre mystique ? En passant du « religieux comme programme » (ce qui est la posture des islamistes incarnée dans des slogans comme « *l'islam est la solution* », « le

Coran est notre constitution ») au « religieux comme éthique », où le discours sur la sharia et la dimension programmatique et identitaire de la posture islamiste sont remplacés par un discours inclusif (à l'égard des non musulmans) et centré sur les valeurs.

Sur le plan politique, le message de Khaled Bentounes est donc *de facto* conservateur, car la valeur permet de penser le supplément d'âme mais non le changement radical ou la subversion qui demandent une alternative politique globale que le *shaykh* ne propose pas. Et, de fait, aucune des solutions avancées aux problèmes de l'humanité ne se situait à l'intérieur de la sphère de l'Etat. Ce qui facilite les alliances avec l'État, d'une part, et avec les entreprises, d'autre part, tous prêts à soutenir un discours de réforme axé sur les valeurs : l'islam politique est alors remplacé par le religieux développementaliste.

Les critiques de Shaykh Khaled Bentounes se trompaient alors de cible lorsqu'ils voyaient, dans le patronage de l'événement par des institutions comme la mairie de Paris ou les éditions Albin Michel, la preuve que le projet profond de Shaykh Khaled Bentounes serait d'œuvrer de concert avec les « *lobbies chrétiens français* » pour l'avènement d'un « *islam laïc* », comme l'écrivit

Ahmed Awkili, dans *al Hadath* du 26 juillet 2009. La présence conjointe d'Air Algérie, de multiples institutions comme la *wilaya* de Mostaghanem, les ministères de la Culture et des Affaires religieuses algériens ainsi que différentes entreprises locales donnent mieux le ton politique du projet de Khaled Bentounes : encourager une religion développementaliste (une religiosité promouvant un discours développementaliste pour être tout à fait exacte), inscrite dans une militance concordataire quant au rapport au pouvoir, dont le réformisme vise la société sans toucher la nature ou le fonctionnement de l'État et dont les projets sont souvent mis sur pied en partenariat avec des institutions étatique³. C'est pour cela que Khaled Bentounes prêche à la fois pour l'apolitisme des *zawiyas* (centres soufis) et pour l'engagement citoyen (et individuel) de ses disciples.

La question politique est ainsi laissée à l'individu et n'est pas prise en charge par un collectif car la *zawiya* n'a pas vocation à devenir un corps politique. Par ailleurs, la réforme politique et les deux questions de la démocratisation et de la justice sociale sont laissées en friche ou diluées dans un discours éthique. Le réformisme du *shaykh* est alors structurellement peu propice à porter une espérance proprement politique susceptible de conduire à des engagements concrets. Bien qu'évoluant en contexte politique favorable d'ouverture du régime aux *zawiyas*, le renouvellement et l'ouverture de la base sociale de la confrérie sont ainsi obliérés tant par excès de modernité que par frilosité politique.

Du soufisme comme alternative politico-religieuse

Conscient de la dimension radicale de sa réforme, Khaled Bentounes savait bien que le message ne passerait pas sans un travail de formation en profondeur à destiner en particulier aux jeunes générations. C'est ce à quoi il s'est astreint durant les années 1990, en créant des groupes de formation réunis en cercles de retraite de plusieurs jours pour recevoir l'enseignement du *shaykh* sur ses thèmes de mobilisation principaux comme l'éducation d'éveil, de la citoyenneté, etc. La création d'organisation de jeunesse comme les Scouts musulmans de France s'inscrit dans cette même perspective.

Cet effort de formation a produit une nouvelle génération de cadres modernes. Mais il peine à recruter en dehors d'une certaine élite (des urbains cosmopolites passés à la Alawiyya par des trajectoires intellectuelles et individuelles, souvent sous l'effet des lectures du courant traditionaliste de René Guénon⁴). En dehors de ces cercles, c'est toujours la logique dynastique (les Bentounes comme dépositaires du message du Shaykh Ahmed Moustapha al-Allaoui) qui reste le moteur essentiel de reproduction et d'implantation de la confrérie en milieu traditionnel. Là où les Bentounes sont bien implantés, la confrérie a un certain ancrage, y compris dans des milieux sociaux très traditionnels.

³ Sur d'autres expériences de religieux développementaliste dans le monde musulman, voir sur ce site : « Après l'islamisme : les militances concordataires », http://religion.info/french/articles/article_276.shtml.

⁴ Penseur musulman, théoricien du traditionalisme et de la critique de la modernité, René Guénon n'était pas membre de la confrérie, mais il la recommandait aux candidats à la conversion.



Le public lors d'une soirée de musique soufie au stade du 5 Octobre (© 2009 Patrick Haenni).

Mais les réseaux familiaux n'ont pas l'amplitude nécessaire pour faire face à la concurrence, à commencer par celle du salafisme, qui a le vent en poupe en ces temps « post-islamistes » en Algérie où toute forme de religiosité militant sans violence est bonne à prendre pour un régime en quête d'ouvertures tous azimuts dans le champ religieux. Ainsi, à Mostaghanem, le quartier de Tajdit, lieu de plusieurs tombeaux de saints et lieu du tombeau de Adda Bentounes, premier descendant du fondateur de la confrérie, est toujours plus sous influence du salafisme.

A noter qu'en France aussi le recrutement a le souffle court. Suffisamment pour que le Hajj Saïd Shumu', responsable de *zawiya* en France admette que, en matière de recrutement au sein de la nouvelle génération, sa confrérie est maintenant « dans le creux de la vague ». En effet, en dépit du moment d'ouverture politique à son égard et d'un *a priori* favorable dans les cercles sécularisés et en Occident, le confrérisme semble peiner à sortir gagnant des années de répression politique (réformiste et moderniste – durant les années 1960-1980) et physique (islamiste – durant les années 1990) sur une ligne gagnante : une enquête d'un groupe de chercheurs de l'université d'Oran a ainsi montré que seuls 1 % des étudiants de l'université d'Oran déclarent aujourd'hui appartenir à une confrérie et 90 % continuent de percevoir le soufisme comme un mouvement passéiste ancré dans la superstition et le maraboutisme.

Restent alors les coups médiatiques pour se désenclaver, c'est-à-dire provoquer pour ouvrir le débat. Mais la stratégie est ambiguë, car elle donne de la visibilité autant au minoritaire qui s'en saisit qu'à ses adversaires qui lui répliquent avec des moyens et une visibilité souvent supérieurs. Et le risque est alors grand que le coup médiatique, loin d'ouvrir le débat, confirme au contraire les fondements de l'orthodoxie qu'il était censé remettre en cause.

C'est un peu ce qui s'est passé dans le halo idéologique qui caractérisa la longue polémique ouverte par le livre *Le soufisme. L'héritage partagé*, publié à l'occasion du centenaire, portant sur la question de savoir s'il fallait patrimonialiser ou non les traces d'éléments de culture religieuse aujourd'hui considérés comme déviants. L'enjeu était de taille : il s'agissait, au fond, pour des religieux de définir l'ampleur et les limites de l'emprise du dogme sur le social et donc d'accepter, ou non, l'idée de sécularisation, à savoir un dégagement du social face au religieux. En creux, ce sera pour nous l'occasion de cerner sociologiquement ce qu'est une orthodoxie religieuse.

Un jihad contre la sainte ignorance... du combat pour l'histoire comme contestation du dogme

Le postmodernisme de Khaled Bentounes n'est pas la négation du passé. L'intitulé du livre du centenaire est là pour en témoigner. Le *shaykh* plaide pour une vision de l'islam comme « *héritage spirituel* », c'est-à-dire comme fait culturel et non exclusivement comme dogme ou comme réalité théologique. Il s'agit de combattre pour l'histoire contre le fondamentalisme, et au-delà pour la contextualisation et donc pour la culture. Car la culture n'est autre chose que l'articulation du Texte à un contexte qui ne saurait se résumer aux seules injonctions coraniques ou prophétiques. Ce qui dérange les puristes.

Le souci d'héritage n'est donc pas passéiste ou traditionnaliste, mais idéologique. Le *shaykh* considère son combat pour la culture et l'histoire comme un jihad. L'ennemi : la « *sainte ignorance* »⁵, soit l'illusion anthropologique – et le projet théologique – du « *religieux pur* » selon laquelle il n'y a de culture que comme altération. C'est la posture des différents fondamentalismes contemporains et à ce titre-là, la sainte ignorance constitue bien une menace politique redoutée par le *shaykh* : « *nous assistons à une mainmise sur l'histoire de l'islam effaçant la mémoire de tout ce qu'il y avait avant (...)* Si nous maintenons cette situation où chacun baisse les bras, où chacun se laisse faire, où l'élite intellectuelle, politique, économique de pays fait dans le chacun pour soi, on ne s'en sortira pas » (entretien donné par Khaled Bentounes à *al Watan*, 12 août 2009).

Le débat sur la relation entre religion et culture acquiert alors une portée éminemment politique. Deux visions s'affrontent. Pour le *shaykh* tout d'abord, le patrimoine religieux est une culture et il considère que transmettre la mémoire d'une culture religieuse, même dissidente, c'est son « *jihad* » contre l'islam du *la yajouz*, l'islam des interdits (*Le Quotidien d'Oran*, 9.08.2009). L'héritage, dont il se fait le défenseur, ne saurait se réduire à une accumulation de réflexions théologiques, mais tient dans un patrimoine de formes culturelles s'étant déployées à différents moments, fut-ce selon des modes désormais considérés comme « déviants » par une certaine orthodoxie sunnite⁶

⁵ Olivier Roy, *La Sainte Ignorance, le temps de la religion sans culture*, Paris, Seuil, 2008.

⁶ On verra sur la trajectoire religio-politique qui amena à cette orthodoxie l'excellent livre de Yadh Ben Achour, *Aux fondements de l'orthodoxie sunnite*, Paris, PUF, 2008.

contemporaine. Il prend alors soin d'inventorier tout ce que le patrimoine islamique contient comme représentations, principalement dans les ouvrages d'histoire illustrés comme celui de l'historien et exégète du Coran Mohamed Bin Jarîr al-Tabari, le livre d'histoire générale de Rashîd Eddine Fadlallah. Il publia notamment un certain nombre de miniatures persanes qui montrent le visage du Prophète et de certains de ses plus proches compagnons.

En face, la vision orthodoxe, au sens sociologique, défend une autre vision prismée de l'histoire où celle-ci est soumise à un principe de conditionnalité : la conformité au dogme. Les *shaykhs* de l'association des oulémas algérien, considèrent ainsi que tout patrimoine culturel n'est pas bon à prendre et qu'il s'agit d'opérer un tri entre ce qui relève de l'héritage conforme à la sharia et ce qui ne l'est pas, à l'instar des miniatures pour ne citer qu'elles. Pour le responsable des relations publiques de l'Association, défendre un patrimoine culturel de cet ordre, revient à « *transmettre de l'impiété* » et non à préserver un héritage religieux. L'idéologie est alors un prisme nécessaire à la narration de l'histoire.

Curieusement, ce n'est pourtant pas sur les représentations du Prophète que va s'appuyer le débat, mais sur la représentation de l'émir Abdel Qader entouré d'une étoile à six branches. Pour le Haut Conseil Islamique, qui reconnaît que cette représentation était courante au cours du XIX^e siècle, il convient d'opérer une lecture idéologique et critique de l'histoire, autorisant des mesures de censure si besoin est. Sa posture est simple : comme « *les emblèmes changent souvent de sens avec le temps* » (Lettre de clarification du Haut Conseil Islamique adressée au *Quotidien d'Oran* et publiée par ce journal le 15 août 2009) et que le sens importe plus que le symbole, certains peuvent être invalidés par les renversements de signification opérés sur eux par l'histoire. Et c'est le cas de l'étoile à six branches, devenue « étoile de David » depuis le premier congrès sioniste de Bâle (1897), et symbole du sionisme (*al Basair*, 10-16 août 2009). Perpétuer ce signe aujourd'hui, c'est faire le jeu de l'État israélien. Pour le *shaykh* égyptien Ala Abu al-Azaim, chef de la confrérie al-Azmiyya, la Alawiyya est alors une « *confrérie sioniste* » (*al-Fajr*, 31 août 2009).



Mohamed recevant la révélation de l'ange Gabriel. Miniature extraite du livre « *Compilation de l'histoire* » de l'historien et médecin perse d'origine juive et converti à l'islam Rashid Eddine Fadl Allah al-Hamazânî (1247-1318).

Pour Khaled Bentounes, en revanche, la critique de la publication de la miniature de l'émir Abdel Qader est un anachronisme qui ignore le sens profond de l'étoile à six branches, laquelle

constituait, au-delà – et bien avant – son appropriation par les adeptes de Herzl, « *une figure géométrique très célèbre et a toujours été considérée comme le symbole de l'autorité en Afrique du Nord* » (réponse au Haut Conseil Islamique du *shaykh* en date du 6 août 2009). Pour lui, la considérer comme l'emblème exclusif de l'État israélien impliquerait alors, en toute cohérence, qu'on la supprime partout où elle existe : mosquées, monuments, constructions officielles, pièces de monnaie, etc. En gros, il s'agit bien de montrer que la relecture idéologique de l'histoire n'est pratiquement pas possible.

Qu'est-ce qu'une orthodoxie ?

Pour Khaled Bentounes, l'ennemi principal est le salafisme. En un sens, il a raison, car c'est la tendance la plus acculturée et acculturante de l'islam. Mais les critiques ont fusé de partout et ne peuvent être réduites à l'influence du wahabisme. Ce que Khaled Bentounes a en face de lui, c'est ainsi l'orthodoxie de l'Islam sunnite. Dans la polémique, l'association des ulémas musulmans algériens en a été le fer de lance, mais le ministre des affaires religieuses et de Waqfs, le Haut Conseil Islamique, ainsi que de nombreux *shaykhs* soufis, comme Mohamed Bin Barika, ex-coordonateur de la confrérie Qâdiriyya, ne sont pas demeurés en reste. De manière ironique, et au-



Le shaykh Ahmed Hanifia, dirigeant d'une branche rivale de la Alawiyya (© 2009 Patrick Haenni).

delà du coup de sang du Shaykh Ala Abou al-Azaim, c'est sans doute à un *shaykh* de l'une des branches – dissidente et donc concurrente de la branche des Bentounes – Ahmed Hanifia – que l'on doit des condamnations virulentes de la posture de Khaled Bentounes. Pour lui, il convient effectivement de réformer pour purifier le soufisme de ses déviations et revenir à la *sharia*, « *seul chemin amenant à la vérité* ». Mais menée sur la ligne que propose Khaled Bentounes, la

réforme est dévoyée, car elle ne fait alors que remplacer un mal par un autre : « *c'est comme s'il lavait le sang par le sang* ». Il reproche aussi aux Bentounes d'avoir confisqué la *silsila*, la chaîne de transmission, et de la gérer sur un mode dynastique⁷. Le *mainstream* soufi reste bien, on l'a vu,

⁷ La critique est fondée : de nombreux postes de direction sont dans les mains des frères et cousins : hajj Mourad Bentounes à la direction de la Fondation Janatou al Ârif, hajj Adda Bentounes à la tête de l'Association Shaykh al Alawi pour l'Education et la culture soufie, Zein El Abidine Bentounes, Président de l'Association Shaykh al Alawi pour le renouveau du patrimoine soufi, Mouley Bentounes responsable de la communication, etc.

dans l'orthodoxie islamique fondée sur la prééminence de la *sharia* et du *fiqh* (la jurisprudence des ulémas). Tabler sur le soufisme comme une alternative humaniste à l'islam est un pari manqué⁸.

Que reprochent alors ses contempteurs à Khaled Bentounes ? Au fond, toujours les mêmes choses : la question de la femme (mixité lors des cérémonies publiques ou religieuses comme les séances de *zikr*, les positions de la Alawiyya sur le foulard jugé « *fait culturel* » par le *shaykh*), un oecuménisme religieux qui l'expose au soupçon de vouloir réaliser le projet « *maçonnique* » d'unification des religions et la représentation du Prophète et de ses proches compagnons.



Séance de *zikr* improvisée à la cité universitaire (© 2009 Patrick Haenni).

La litanie des critiques dura pendant plus d'un mois, sans qu'à un seul moment il n'y ait un espace de débat (soit de justification, théologique ou autre), de la critique émise. L'article d'Abdelhamid Abdous, « *une rectification nécessaire* » dans l'édition du 10-16 août du journal *al-Bassa'ir* (l'organe officiel de l'Association des oulémas musulmans d'Algérie) fait exception. L'auteur y livre un inventaire des différentes positions des oulémas et institutions religieuses pour montrer le consensus actuel des oulémas sur l'interdiction de représentation du prophète allant de l'ancien mufti d'Arabie saoudite, Ben Baz, aux *fatwas* de l'université d'al Azhar du Caire).

On perçoit mieux alors, au regard de cette controverse, ce qu'est une orthodoxie : c'est un espace de

⁸ La tentation d'ériger le soufisme en islam éclairé et tolérant face à l'islamisme est d'ailleurs curieuse. En effet, elle provient souvent de cercles laïcs soucieux de trouver des alternatives à l'islam politique redouté parce qu'il « politise l'islam », c'est-à-dire le sécularise alors que le soufisme est valorisé au nom de son « mysticisme ». La logique sous-jacente est bien que la menace est dans la logique mondaine de la politisation et non dans l'islam en tant que tel porteur lui, de principes positifs (le mysticisme). Les laïcs semblent alors craindre la sécularisation.

propositions soustraites par les pratiques sociales (ici : médiatiques) de la délibération, gouvernées par un régime de vérité reposant exclusivement sur le principe de la sanction qui n'a pas – vérité oblige – à se justifier de quelque manière que ce soit.

Celle-ci place alors Khaled Bentounes dans un dilemme : d'une part, au nom de son souci d'histoire, il défend une culture musulmane qui, désormais, tient du patrimoine. Mais son souci historique de culture est contredit par la rupture avec la culture au sens anthropologique engendrée par son projet d'ultra-modernisation. Le défi est alors de tenir le cap de la modernisation souhaitée sans tomber dans le repli sur soi et la marginalisation.

Réforme et réconciliation : le spectre subit du repli sur soi

Khaled Bentounes n'est pas dans une logique sectaire. Au contraire, il est dans une stratégie du « tourner la page » à double détente : d'une part, la réforme du discours afin de sortir le soufisme du maraboutisme et des superstitions pour le faire entrer dans une certaine forme de modernité religieuse et, d'autre part, la réconciliation avec les ennemis historiques de la confrérie (l'État modernisateur et le réformisme religieux). Mais il y a contradiction entre les deux stratégies.

Au niveau de la réconciliation, Shaykh Bentounes se pose en faiseur d'alliances dans les champs politique comme religieux. Sur ce plan, la célébration du centenaire a d'abord été un acte clair d'allégeance à la Présidence : toute la cérémonie a été placée sous le haut patronage de Bouteflika ; les notables locaux ainsi qu'un ancien premier ministre étaient invités à parler lors de l'inauguration, nous avons cité aussi le jeune garçon récitant un long poème exalté à la gloire du présidente, etc. Par ailleurs, le centenaire a été l'occasion d'une reprise de contact avec le fer de lance historique des attaques du mouvement réformiste algérien contre le maraboutisme en général et la confrérie Alawiyya en particulier : l'Association des oulémas musulmans algériens. Khaled Bentounes est en effet allé remettre le livre mémoire édité à l'occasion du centenaire de la confrérie à Hamid Ben Baddis, fils du Shaykh Abdel Hamid Ben Baddis, fondateur de l'association des oulémas, dont la Caravane de l'Espoir rencontra les représentants à plusieurs reprises alors qu'elle sillonnait l'Algérie au printemps 2009.

Après les années de pression (de l'État moderne et du mouvement réformiste) ayant duré de l'indépendance à la fin des années 1980 et les années de plomb (la guerre civile a été essentiellement menée par des groupes d'obédience salafiste anti-soufie), le soufisme est maintenant réhabilité. Il constitue une carte que le régime actuel ne se prive pas de jouer. Khaled Bentounes surfe sans aucun doute sur des vents politiques plus favorables que jamais dans le passé récent au soufisme. Mais il sait aussi que le politique n'est pas tout et que son défi se situe bien dans le religieux : comment dépasser l'orthodoxie, condition sine qua none de son projet de réforme, tout en assurant l'acceptabilité de son discours? Et là, la situation est beaucoup plus difficile.

D'un point de vue de sociologie des mobilisations d'abord, la distribution sociale de ses militants montre bien qu'il y a un problème de recrutement. En Occident, la confrérie n'arrive pas vraiment à sortir du moment guénonien, alors qu'en Algérie elle peine à unifier, d'une part, une base sociale très traditionnelle, souvent rattaché par différents liens (familiaux, villageois) à la famille Bentounes plus que liée idéologiquement au projet du shaykh et, d'autre part, une élite urbaine

intellectuelle souvent francophone et elle aussi prise dans le discours guénonien, mais inaudible pour le soufisme traditionnel et peinant à se constituer une base sociale.

La transgression des principes fondateurs de l'orthodoxie sunnite a donc empêché la Alawiyya de s'imposer en alternative crédible à l'islamisme radical et en appui réel du pouvoir au sein du champ religieux. Son recrutement (élitiste), son idéologie (de rupture avec l'orthodoxie musulmane), ses difficultés de renouvellement, tendent à la forcer malgré elle dans une logique de repli sur soi. Non pas que ce soit le projet de son *leadership* – bien au contraire car l'esprit d'ouverture est réel – mais en conséquence des perceptions de l'extérieur qui engendrent une rupture entre la confrérie et la société (la confrérie est rejetée car perçue comme religieusement déviante). En effet, la confrérie est souvent perçue comme un groupe fermé, se livrant à des rituels bizarres, accusée de liens avec la franc-maçonnerie, de lavage de cerveau et de soumission aveugle au *shaykh*.

En définitive, c'est bien le sort de formes postmodernes de religiosité dans des sociétés où la religion fonctionne encore comme culture (au sens anthropologique) qu'illustrent les controverses autour des célébrations du centenaire de la Alawiyya. En effet, les paradigmes de la sociologie religieuse en Occident (individualisation, désinstitutionnalisation, bricolages, insistance sur l'émotionnel, etc.) sur lesquels surfe la Alawiyya (et qui expliquent sans doute en partie son relatif succès en Europe) fonctionnent non seulement en Occident, mais aussi dans les pays à culture musulmane. À ceci près que là, le religieux évolue encadré par deux structures de contrainte: le religieux comme institution et le religieux comme orthodoxie. Dans le premier cas, c'est la capacité de composition libre qui est contrecarrée par les différentes institutions religieuses (partis islamistes, organisations militantes, institutions cléricales officielles, confréries). Dans le second cas, on a des effets de censure sur le discours et de rappel de la norme orthodoxe.

En interaction avec ces deux contraintes, plusieurs itinéraires sont possibles. L'un d'entre eux est la réinstitutionnalisation, c'est-à-dire la normalisation de pratiques hétérodoxes au contact d'une institution qui les réproouve, c'est le cas de certaines formes de syncrétisme qui se sont développées « par le bas » au sein du soufisme. L'autre est l'enclavement intellectuel, c'est-à-dire la perte d'emprise sur le réel comme pour la plupart des nouveaux penseurs de l'islam (Tareq Oubrou, en France, fait peut-être exception). L'interaction de la Alawiyya dans le champ islamique en Algérie à l'occasion du centenaire esquisse sans doute un troisième itinéraire possible : le spectre subit du repli sur soi.

Ces trois itinéraires montrent enfin que les paradigmes de la sociologie religieuse élaborés pour le religieux en sociétés sécularisées sont exportables, car il y a bien un effet de globalisation, mais l'exportation doit composer avec les effets de contexte qui, dans le monde musulman, sont la permanence de la dimension institutionnelle du religieux et les effets d'orthodoxie que cette permanence engendre. Reste à savoir si l'affirmation volontariste de nouvelles formes d'hétérodoxies, voire de déviances (les ruptures publiques avec le respect du jeûne pendant le ramadan 2009 au Maroc, par exemple), participe du travail de sape de cette norme ou la confirme par mouvement de réaction.

Patrick Haenni